

C'est là la grande idée de Cartier qui a présidé à la fondation de la confédération. Qu'on relise son discours sur ce sujet et l'on se convaincra que ce grand homme d'Etat, n'avait qu'une chose en vue en nous dotant du régime actuel : empêcher que toutes les matières que nous appellerons françaises et catholiques, ne fussent réglées par une majorité anglaise et protestante.

C'était là l'idée de Cartier qui s'efforça, du reste, toute sa vie, d'éloigner du domaine fédéral les questions nationales et religieuses, comme l'affaire Riel et l'amnistie en 1870-71-72 et l'affaire des écoles du Nouveau-Brunswick, à la même époque.

Et son avis a prévalu depuis pour démontrer toute la sagesse des prévisions de ce grand homme d'Etat.

Mais sans doute que l'avis de Cartier ne vaut pas celui des Beloseler et des Trudel, ces nationaux raffinés, quintessenciés, qui n'aiment rien tant que de créer de *prétendues questions* nationales dont la discussion n'a pour résultat que l'écrasement de la minorité française, les embarras les plus vains et les plus funestes à la fois, mis au bon fonctionnement de la constitution fédérale.

Qu'on se rappelle que cette constitution a été faite spécialement pour nous, dans un but spécial que MM. Trudel et Bellerose ne veulent pas comprendre ; qu'ils ne travaillent

que pour nous conduire à un but diamétralement opposé à celui que Cartier visait en établissant la Confédération puisqu'ils exigent que nous fassions une question nationale d'une affaire d'administration judiciaire et que le gouvernement provincial intervienne pour censurer le gouvernement fédéral à propos même de cette soi-disant question nationale.

Cette prétention est simplement absurde, anti-patriotiques et du caractère le plus dangereux pour notre avenir.

Aussi nos pires ennemis, ce sont les faux conservateurs du nom de Trudel et de Bellerose qui en accusant Sir John de fanatisme à notre endroit, s'efforcent de détruire l'œuvre que Sir John et Sir Georges ont édifiée pour nous sauver.

XVIII

Voici maintenant un extrait du discours de Sir John prononcé lors des débats sur l'établissement de la confédération. Ces paroles expliquent les intentions de Sir John et confondent la mauvaise foi de l'*Eten-dard* et de ses tristes adeptes :

« Le troisième et seul moyen d'obtenir une solution à nos difficultés était une confédération des provinces, par une union, soit fédérale, soit législative. Or, quant aux avantages comparatifs d'une union législative et d'une union fédérale, je n'ai jamais hésité à dire que si la